



AFRIQUE/MADAGASCAR - Les sages femmes traditionnelles, une aide pour sauver les femmes en couches

Betraka (Agence Fides) –Madagascar se trouve à devoir relever un triple défi : une croissance démographique rapide, une pauvreté croissante et l’instabilité politique. C’est ce qui ressort du rapport du Fonds des Nations unies (UNFPA) sur l’état de l’obstétrique dans le monde. Dans le pays, il existe environ 3.000 centres sanitaires mais nombre d’entre eux sont à l’abandon ou fermés à cause de la crise politique. On compte seulement 4 sages-femmes professionnelles pour 1.000 enfants nés vivants et, bien que le pays compte 21 écoles d’obstétrique, où sont enseignées les normes d’hygiène pour accoucher et faire face aux éventuelles complications, le nombre des diplômés ne permet pas de répondre aux besoins. Dans de nombreuses zones, les femmes ont recours à des accoucheuses traditionnelles, connues sous le nom de « matrones » qui, souvent, sont accusées de ne pas être en mesure de faire face aux complications, de menacer la sécurité de l’accouchement ou de faire accoucher dans des conditions malsaines.

Toutefois, au Centre de Santé de Base (CSBII) de Betraka, un petit village à 50 Km au nord de la ville côtière de Manakara, les matrones sont actuellement recrutées dans le cadre d’une campagne en faveur de l’accouchement en clinique ou à l’hôpital dans le but de réduire le taux de mortalité maternel et néonatal. Pour faire face à la précarité des infrastructures et au manque de personnel qualifié surtout dans les provinces, le gouvernement malgache a fait de la santé maternelle et néonatale une priorité absolue. En 2008, il a lancé un plan national prévoyant l’assistance sanitaire gratuite à la naissance, y compris dans le cas des coûteuses césariennes, ainsi que l’augmentation du personnel obstétrique compétent. De nombreuses zones sont encore loin d’avoir atteint cet objectif et, en convainquant les matrones de promouvoir l’accouchement à l’hôpital, les opérateurs sanitaires ont trouvé en elles un allié précieux. (AP) (Agence Fides 13/12/2012)